N. 100. CINQ CENTIMES Samedi 29 Décembre 1888

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
ROUBAIX, rue du Vieil-Abreuvoir, N° 12
TOURCOING, rue Verte, 54.

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
3 mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.

L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'ÉTOILE DE ROUBAIX-TOURCOING

JOURNAL RÉPUBLICAIN QUOTIDIEN

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . 1 fr. —

Les Annonces sont reçues à ROUBAIX-TOURCOING aux bureaux du Journal, et à PARIS, à l'Agence Audbourg, place de la Bourse, 10.

TÉLÉPHONE

Bourse du Boulevard

Paris, 27 décembre.

0/0 Français..	82	75	Banque Ottom.	530	—
4 1/2 0/0 Fran.	..	..	Ext. d'Esp 4 0/0.	73	47
Egypte 6 0/0....	418	12	Rio-Tinto.....	630	37
5 0/0 Italien....	95	55	Panama.....	126	87
5 0/0 Turc.....	..	..	Suez.....	..	..
Chemins Turcs.	..	..	Portugais.....	..	..
6 0/0 Hongr. or	..	..	Russes 80.....	87	..
Tendance ferme.			Tharsis.....	..	..

ROUBAIX-TOURCOING 28 DÉCEMBRE 1888

LA LOI ÉLECTORALE

CONCLUSION

Aux arguments que nous avons présentés hier, en faveur du scrutin de liste par arrondissement, il convient d'ajouter que ce scrutin est le seul qui permette de faire l'union du parti républicain, dans les milieux où les divergences de programme et les oppositions d'éco es, existent, depuis de longues années, à l'état permanent.

Les arrondissements dont nous parlons, sont en petit nombre, il est vrai; mais, ils comprennent la fraction du pays qui, dans les plus mauvais jours de l'Empire et de l'ordre moral, a été le meilleur asile de la liberté et la plus forte citadelle des idées républicaines.

Ces arrondissements sont ceux où se trouvent les centres les plus populeux, les agglomérations ouvrières les plus fortement constituées et les plus grandes villes de notre territoire.

Or, il nous semble qu'il y a un haut intérêt politique à ce que le législateur nous épargne les luttes violentes et les déchirements profonds que le scrutin uninominal ne manquerait pas de provoquer, sur un pareil terrain.

Ce qu'il faut s'efforcer de réaliser, avant tout, dans ces milieux où la vie politique est particulièrement intense, c'est la pacification des esprits, et la conciliation entre les diverses nuances républicaines.

Le but à atteindre, n'est autre que le groupement de toutes les forces de notre parti, contre la dictature, contre le cléricalisme.

Et quel est le procédé électoral, qui convient le mieux pour obtenir ce résultat ? Nous n'en voyons qu'un : le scrutin de liste par arrondissement.

Prenons, comme exemple, l'arrondissement de Lille qui est composé (en proportion inégale sans doute,) d'électeurs opportunistes, de radicaux, de modérés et de socialistes plus ou moins intransigeants.

Si le suffrage universel est appelé à voter au scrutin uninominal, des candidatures multiples se produiront inévitablement, dans chaque circonscription. De là, des disputes tapageuses et des polémiques personnelles qui rendront bien difficile l'entente au second tour de scrutin.

Supposez, en revanche, que tous les électeurs de l'arrondissement votent pour huit ou neuf candidats, au lieu de voter pour un seul, les comités représentant les fractions importantes de l'opinion républicaine, pourront élaborer d'un commun accord une liste susceptible de donner satisfaction à l'immense majorité du corps électoral; liste qui n'aura pas les inconvénients d'une liste départementale, car les noms qui y seront portés pourront être connus de tous les citoyens.

Nous ne croyons pas devoir pousser plus loin cette démonstration dont la portée s'impose, autant que l'évidence.

Il est incontestable, pour quiconque examine et compare les deux scrutins par lesquels il est question de remplacer la loi électorale actuelle, que le scrutin de liste par arrondissement a une supériorité marquée sur le scrutin uninominal, en ce sens qu'il affranchit les masses rurales de ce qu'on appelle la tyrannie du chef-lieu du département et qu'il permet de faire l'union du parti républicain dans tous les milieux où ce parti est divisé.

Aussi faisons-nous des vœux sincères pour que la Chambre adopte la proposition de M. Maxime Lecomte.

A.-G. CLAUDE.

UN ARTICLE

de M. John Lemoinne

Nous croyons devoir faire connaître à nos lecteurs ce que M. John Lemoinne, républicain modéré, rédacteur du *Journal des Débats*, aussi lettré que M. Challemel-Lacour, assénicien comme M. Jules Ferry — mais républicain clairvoyant et avisé — pense des derniers discours de MM. Challemel-Lacour et Jules Ferry.

C'est pourquoi nous reproduisons l'article suivant, écrit par cet éminent publiciste, dans la *Matin* d'hier :

Le discours de M. Challemel-Lacour. — Ses exagérations et ses erreurs.

J'ai exprimé ici la sensation, prise sur le vif, que j'avais ressentie en écoutant le discours de M. Challemel Lacour. Cette impression, instantanée comme une épreuve photographique, a été confirmée par tous les commentaires qui ont suivi cette éloquente et douloureuse sortie. Je n'en veux pour preuve que le sort fait à la demande d'affichage dont des républicains avaient pris l'initiative. *Victorieux du nouvel porte conseil*, le vieux mélodrame de notre vieux temps, est intervenu, et les républicains ont compris que ce n'était pas à eux de répandre dans toutes les communes de France un aussi dange reux réquisitoire contre tout ce que nous avions fait depuis dix ans. En même temps que les républicains renonçaient à leur demande, les ennemis de la République la reprenaient pour leur compte, ce qui était très logique. Ils ont été deux, deux frères, mais pas deux frères amis, venant chacun de deux pôles opposés, mais également ennemis de ce qui est.

Et maintenant il faut nous entendre. Est ce dire j'ai eu la pensée de dire que Challemel était infidèle à la République ? Ce serait puéril. Je suis plus ancien que lui dans la vie et plus ancien que moi dans la République. C'est précisément en vertu de sa vie entière qu'il a cru pouvoir dire de pareilles vérités à la cause qu'il avait toujours servie. Mais je dis et je maintiens que l'expression de ces vérités était exagérée et d'une outrance dangereuse.

Dix ans, dites vous ? Mais ces dix ans, c'est toute la République. Nous savons tous que la République ne sera inscrite que fictivement dans l'histoire de France comme datant de 1870, année où elle fut nominativement proclamée.

La République ne commence réellement que le jour de la démission du maréchal président, le 1er janvier, il fut remplacé par un simple habit noir. Jusqu'à ce jour-là, la forme du gouvernement de la France était restée en question. C'est seulement quand le roi de descendance traditionnelle a renoncé à sa mission, et quand deux élections générales ont successivement proclamé la volonté du pays, que la République a été établie comme le gouvernement légitime et légal.

Donc la République n'a dans son actif que dix ou douze ans de règne. Et pendant ce temps-là, elle n'aurait fait que du mal ! C'est ce que nous nous refusons à admettre. Elle peut, comme tous les gouvernements possibles, avoir commis des imprudences et s'être un peu grisée dans la possession du pouvoir; mais elle a fait de grandes choses ; elle a fait des changements sociaux dont tout le monde ne paraît pas encore comprendre la portée, dont elle même ne comprend peut-être pas la profondeur, mais la semence est jetée, elle germera, elle fera éclater la terre, et un jour elle en renouvellera la face. *Renovabit faciem terræ.*

C'est pourquoi nous n'avons pu nous empêcher de protester en voyant un des vrais, un des purs doctrinaires de la République, jeter ainsi le manche après la cognée.

Le discours de M. Jules Ferry. — Trop de zèle.

Il y a eu un discours manifeste, celui de Jules Ferry. Celui-là n'est qu'une demi-confession, la moitié de la route de Canossa. Jules Ferry ne dit pas qu'on ait mal fait ; il se borne à dire qu'on a trop fait. Décidément la théorie du surmenage est à la mode en ce moment. Le pédagogie elle a passé dans la politique. Il paraît que nous avons trop embrassé et mal étreint. Surmenage de chemins de fer, surmenage de constructions d'écoles, surmenage d'appropriations laïques ; nous pourrions ajouter surmenage de dégrèvements qui ont diminué nos recettes en même temps que nous augmentations nos dépenses. Ce genre d'aveux est tout à fait différent de l'autre. On ne dit pas qu'on a été trop vite dans l'application. Ce n'est pas qu'on pèche véniel au lieu d'un péché mortel. C'est le vieux mot de M. de Talleyrand : « Trop de zèle ! »

La concentration à droite, est une utopie

Il y a dans les deux manifestations oratoires auxquelles nous venons d'assister un sentiment commun qui se fait plus ou moins distinctement jour : c'est le désir d'une entente commune entre les forces conservatrices de tous les partis, le désir d'une concentration des éléments modérés de la Droite et de la Gauche. Grand Dieu ! je ne demanderais pas mieux que de voir se réaliser cet idéal ! Toutes les forces conservatrices formant un vrai parti conservateur, un parti, non seulement de résistance, mais de gouvernement ! Qui donc ne le voudrait pas?

Malheureusement, je considère cet idéal, avec toutes ses qualités, comme le contemplerais le jugement de Roland. Il ne lui manque qu'une chose, la vie ; qu'une condition, la possibilité de vivre.

Il est certain que cette tentée avec deux ministères républicains qui ont essayé de vivre avec la tolérance de l'opposition monarchique : on a vu combien de temps cela avait pu durer. Il y a certains points de dissentiments qu'il est impossible de faire taire ; et dès qu'ils paraient, tout s'écroule comme un château de cartes.

Les républicains modérés et conservateurs, qui voudraient établir un gouvernement modéré et suivre une politique conservatrice, rencontrent, devant eux, dans les partis monarchiques deux éléments très distincts.

C'est d'abord le parti intransigeant, très effacé au Sénat, mais prépondérant dans la Chambre. Ce parti-là repousse toute transaction, tout accommodement. Ce refus sera encore plus accentué aujourd'hui que les plus éminents parmi les républicains font leur *confiteor*, et avouent qu'ils sont allés soit de travers, soit trop loin, soit trop vite. Et ce sont ces républicains qui viennent dire aux monarchistes : « Aidez nous à sauver l'ordre, à résister au flot démagogique ; notre cause est la cause de l'ordre. » Les autres bons apôtres se moquent de nous, et nous répondent : « Est-ce que nous sommes chargés de vous sauvegarder ? Vous nous demandez de concourir à l'établissement d'une République acceptable à tous les partis, mais c'est précisément ce que nous ne voulons pas. Ce n'est pas à nous d'aller à vous, c'est à vous à venir à nous. Les maîtres de la maison, ce n'est plus vous, c'est nous. »

Voilà ce qu'on nous répond. Je ne dis pas que ce langage soit sage ou prudent, ou politique ; mais je dois reconnaître qu'il est logique, quand un parti est décidé à jouer le tout pour le tout.

Si les royalistes sont décidés à faire la traversée de la mer Rouge, au risque de rester au milieu, c'est leur affaire. Il est à croire que c'est encore eux qui y perdraient le plus.

A côté de ces intransigeants et de ces intempérants, il y a un parti d'hommes sages, instruits par l'expérience, par l'exercice du pouvoir, par l'habitude des affaires, lesquels nous rendrons certainement pleine justice, et qui ne sont pas prêts à jeter par dessus les moulins le sort de la patrie. Ceux là siègent au Sénat et probablement ils représentent un grand nombre de bons citoyens qui ne voulent pas jouer les destinées de la France comme une partie de baccarat.

Mais, pour ceux là aussi, il y a la grande pierre d'achoppement qui est ne présentée par un mot barbare que nous sommes obligés d'employer puisqu'on le fait entrer tous les jours dans notre langue : c'est-à-dire le laïcisation. Le mot de sécularisation me suffit, parce qu'il exprime bien la pensée fondamentale, le résultat principal de la Révolution dont on célébrera bientôt le centième anniversaire, parce qu'il veut dire la séparation du pouvoir religieux et du pouvoir civil.

Conclusion

Sur ce terrain d'éternelle bataille, il ne peut pas y avoir d'entente. C'est ce qui rend impossible la centralisation à droite. Et c'est pourquoi nous sommes obligés de rester entre républicains, et de nous arranger ensemble comme nous pourrons.

JOHN LEMOINNE.

L'ÉLECTION DE PARIS

Pour tenir nos lecteurs au courant de la campagne électorale qui est, en fin 1, ouverte à Paris depuis la mort de M. Boulanger, nous passerons tous les jours en revue les informations diverses que publient, sur la prochaine élection de la Seine, plusieurs de nos confrères appartenant à toutes les nuances de l'opinion.

La démission de M. Boulanger

Le *Cri du Peuple*, organe qui on le sait, a été acheté par le boulangisme et qui doit être bien renseigné sur les affaires de la boulange, donne l'information suivante :

Boulanger donnera sa démission de député dès qu'il aura à se présenter aux électeurs parisiens.

M. Boulanger continuera ainsi à se moquer de ces pauvres électeurs du Nord qui l'ont si fort pris au sérieux.

Une candidature de division

Le même *Cri du Peuple* mène depuis deux jours une campagne qui a causé une grande surprise dans le public parisien.

Il conseille aux boulangistes, faiblement, bien faiblement — mais il tombe à bras raccourcis sur le candidat républicain qui sera désigné.

Dans cette lutte, le citoyen Lacord écrit au *Parti Ouvrier* une lettre dans laquelle il dénonce le truc des boulangistes.

Il s'agit de faire présenter une candidature de division :

Si les électeurs *coupent*, ils auront joué un tour à Boulanger... en nommant un boulangiste! Il ne faut pas que les électeurs — et surtout les électeurs ouvriers — soient dupes de la manœuvre.

M. Vaillant, et le directeur politique d'un journal apparaît au boulangiste Rochefort, qui ne lui prête sa feuille que pour diviser le peuple. M. Vaillant, en acceptant cette situation, a fait œuvre boulangiste, et rien ne peut le laver de cette complicité.

Le truc était trop grossier pour ne pas être dévoilé.

Le prince Victor soutient Boulange.

La *République Française* annonce que M. Victor Bonaparte, s'inspirant du salut de la conservation, que le parti conservateur a fait à M. Boulanger, a décidé que le prince Victor soutiendrait le Boulanger avec le concours de la droite.

Si les royalistes sont décidés à faire la traversée de la mer Rouge, au risque de rester au milieu, c'est leur affaire. Il est à croire que c'est encore eux qui y perdraient le plus.

A côté de ces intransigeants et de ces intempérants, il y a un parti d'hommes sages, instruits par l'expérience, par l'exercice du pouvoir, par l'habitude des affaires, lesquels nous rendrons certainement pleine justice, et qui ne sont pas prêts à jeter par dessus les moulins le sort de la patrie. Ceux là siègent au Sénat et probablement ils représentent un grand nombre de bons citoyens qui ne ve